

COMPTE RENDU DU CCB DIRECTION GENERALE SPW EER

(ATTENTION seul le PV définitif a valeur officielle. Il est donc conseillé de le lire pour les points qui vous intéressent.)

REUNION DU 26 mars 2025

Points de l'ODJ	Objet	Décision
POINTS DE L'AUTORITE		
B1	Accidents de travail entre le 01/11/2024 et le 31/01/2025 : AT 23/09/2024, 06/12/2024, 17/12/2024 (ligne coupée dans le tableau, information incomplète), 06/01/2025, 15/01/2025, 29/01/2025 pas encore reconnus ? Mesures de prévention préconisées ? Quid ?	SicPP : Tous reconnu sauf l'accident du 06/01/2025 car il n'y pas eu d'incapacité. Le délai est de 6 mois pour qu'il soit reconnu. CGSP : Attention aux délais car ça a un impact sur la rémunération de l'agent. De plus, pour la marche endommagée : même bien refixée, elle restera dangereuse, du fait de la dénivelée.
B2	Registre de faits de tiers entre le 01/11/2024 et le 31/01/2025 : Néant	
B3	Sécurité, santé et hygiène dans les sites occupés par le SPW EER : 3.1. Liste des secouristes : Une personne n'est plus renseignée. Elle est en attente d'un recyclage, quid ? Il manque aussi une agente qui elle a suivi le recyclage, quid ? Pour Mons, un seul secouriste. Quid en cas d'absence du seul secouriste ? 3.2. Liste des volontaires du SLCI : Même remarque pour Mons 3.3. Test alarme incendie du 19/02/2025 : Point d'attention sur la moins bonne qualité de l'alarme selon l'endroit (A2, B2, bubbles, locaux de la DLA et salle des coffres). 3.4. Plan interne d'urgence (PUI) de Cauchy : Impossible d'ouvrir le document contenant l'avis du SICPPT.	3.1. CSC : Il faut rajouter une personne pour l'Inspection du Hainaut (Charleroi) Autorité (RH): Concernant l'agente qui n'a pu faire son recyclage, elle doit refaire la formation complète car elle a dépassé le délai. Ils vont faire un rappel pour le bureau de Mons. Un mail est envoyé pour prévenir que les formations vont être lancées. CGSP : attention, faire recommencer entièrement les formations à des agents qui sont secouristes depuis des années, cela risque de les décourager. Du fait qu'il y a eu un manque de disponibilité en matière de recyclage, on risque de perdre des personnes qui sont secouristes depuis des années et qui ont suivi des nombreuses formations, c'est vraiment dommage. Autorité : Pour Mons comme ailleurs, l'autorité informe déjà tous les agents chaque fois qu'il y a un appel à des volontaires secouristes et SLCI. A Mons, il existe un centre de la Croix-Rouge dans le bâtiment, certains agents s'appuient peut-être là-dessus 3.3. CGSP : Bonne initiative de transmettre le rapport, car on reçoit un retour sur les exercices. Ceci serait à généraliser. Attention à l'audibilité, notamment pour les personnes qui portent des

		casques. La CGSP rappelle qu'on n'entendait pas l'alarme lors d'une audition avec Mr Bonjean, (dans une salle de réunion du A1, côté Bd Cauchy). Autorité (RH) : à certains endroits on entend l'alarme de loin, à d'autres on ne l'entend pas. C'est à vérifier. Proposition d'un warning sur le PC. CGSP : à voir aussi avec le SPW Digital pour le warning sur PC. Autorité LBN : va renvoyer la question vers la DFA. Immobilière : attention aux personnes qui ont un casque « insonorisé ». Autorité RH : le PUI est validé. 3.4. Autorité RH : on va renvoyer l'avis du SICPPT. Pour Saint-Vith : Le SICPPT a pris contact avec la propriétaire du bâtiment pour avoir les plans. Elle validera l'analyse de risques dès qu'elle aura pu voir ces plans.
B4	Rapport de la visite des lieux de travail (VLT) du Boulevard Cauchy à Namur : - Boîtes de secours : l'ouate doit être remplacée par des compresses stériles. - RIA : mettre des étiquettes reprenant les dates de contrôle. - Ranger les câbles dans les goulottes. - Borne de recharge parking -1 : à ne pas utiliser – risque élevé. - Ranger les boîtes en carton qui traînent. - Le petit électroménager doit obligatoirement être commandé sur Silog. - Quid de la stabilité des tabourets et qualité du matériel ?	CGSP : remarques non présentes dans le rapport de la VLT: - Le détecteur incendie (central d'alarme) se trouve dans le local de basse tension. (Karin Materne : du moment qu'on y accède, ça ne pose pas de problème) - Direction de l'accompagnement : odeur provenant des toilettes - Direction de Stéphane : les portes des toilettes s'ouvrent vers l'extérieur - Pas de kitchenette propre au 5^{ème} étage pour prendre de l'eau (CGSP : attention il faut un évier spécifique). - Borne électrique au niveau -1, pose un problème. (Le SICPPT dit qu'il faut un contrôle visuel tous les 15 jours et un entretien annuel doit être mise en place) Autorité : la borne a été désactivée, et tout va être remonté au niveau 0 Immobilière : pour le sens des portes, on ne peut rien faire, elles s'ouvrent effectivement vers le corridor.

	- La médecin du travail demande sur base de l'arrêté royal de placer des poubelles avec couvercle dans chaque toilette des dames. - Problème de nettoyage de vitres extérieures. - Envoyer aux agents la procédure des thermostats : trop chaud ou trop froid. - Problèmes de ventilation. - Soufflerie au-dessus des agents. - Les parois ne sont pas insonorisées.	Autorité : les agents du 5^{ème} étage peuvent aller à la kitchenette du 4^{ème} étage. CGSP : rappelle la recommandation de la médecine du travail, validée en CIC, pour l'approvisionnement en eau des agents. Immobilière : il n'est pas nécessaire d'avoir un point d'eau uniquement destiné à l'approvisionnement en eau, il suffit d'avoir un robinet de type « col de cygne ». SLFP : thèmes récurrents : La ventilation, chauffage et température Travaux non réalisés SICPPT : contact avec un agent de la direction de Madame Stasser, qui suit une formation comme Conseiller en Prévention et fait son TFE sur ce thème, et va mettre en avant des pistes. SCIIP : étude de bruit dans les bureaux, on essaye de proposer des adaptations. CSC : les agents se plaignent du bruit de la ventilation. Il y a des chauffages d'appoint qui soufflent soit trop chaud soit trop froid et on ne peut pas les régler. Autorité : rappel d'envoyer un mail au CLIM lorsqu'il y a des problèmes. Demander au CLIM de faire un bilan. SLFP : problème de parking au PLAWA 2 : rumeur qu'il manque des places de parking. Autorité : lors de gros events, où on invite tout le personnel, ça pose problème. Il a été demandé de faire des réunions un autre jour que le mardi et le jeudi. En dehors de ça, il n'y a pas de problème de parking. Service IT va développer un service de réservation de place de parking L'immobilière : Immotep permet déjà de réserver des places de parking, c'est une fonction standard. Pour les travaux : il y a des tickets ouverts, il y a un suivi. Pour le bruit : le SicPP a été contacté pour le mesurer à Crosspoint. CGSP : pour le parking, demande quid des personnes qui arrivent en bout de course ? Solution bis pour compléter les places avec les Bourgeois, qu'en est-il ? Quid quand les derniers services seront arrivés ? Va-t-on de nouveau faire appel aux candidats pour le parking des Bourgeois ?
--	---	---

		Autorité : pour l'arrivée des agents venant de Plawa, les travaux seront terminés au parking des Bourgeois, cela devrait être terminé pour fin juin. Autorité : tout le monde doit être logés à la même enseigne. CGSP : quid des places réservées pour les visiteurs au bâtiment C. Autorité : on fait bouger les visiteurs. Mais on va récupérer les places car l'EAP et talent Wallonie s'en vont. Quand tous les déménagements auront eu lieu, il devrait y avoir assez de places. Pour les bornes électriques : on est en attente d'une législation claire sur le sujet.
B5	Plan Annuel d'Actions (PAA) 2025 : Etat d'avancement : 4.5.2-25 : « Agence cible », c'est quoi ? Pour quel coût et quels objectifs ? N'y a-t-il pas les ressources en interne ?	CGSP : dans un contexte d'économies (12 millions d'euros sur le personnel), n'est-il pas possible de le faire en interne. À la com, au SG, ils ont un beau panel de personnel. Un accompagnement externe, qui a un impact budgétaire important, est-il réellement nécessaire ? On va déjà avoir des impacts budgétaires lourds par rapport aux RH, à la Logistique, par exemple. Autorité : c'est une boîte de com. Qui accompagne la démarche au point de vue stratégique, mais ce sont nos communicants qui sont à la manœuvre, à la DFA + d'autres comme la DIRCOM du SG. CGSP : espère qu'elle n'a pas aussi fait appel à des consultants externes. C'est quand même interpellant. Autorité : c'est utile pour faire une stratégie, et aussi pour les réseaux sociaux. On essaye de ne pas faire appel à des services externes quand c'est possible. SLFP : action 1-25, collecter des statistiques RH, statistiques d'ULIS, avez-vous eu des réponses ? Autorité : On va répondre par écrit (mail) ultérieurement, la demande sera faite à Murielle. SLFP : dernier point : Hygiène et embellissement, signalétique : quid ? Autorité (RH) : on a eu des nouvelles depuis, le projet a été validé. On attend la mise en œuvre interne : impression des supports.

		Autorité : on a mise ne place d'autres aux actions : on rencontre les nouveaux agents 1 ou 2 fois par mois. Puis, journée d'accueil par les RH Les petits-déjeuners avec les jubilaires, une fois par mois. C'est l'occasion que les agents se présentent et qu'on discute sans langue de bois. Je pense que le retour est assez positif.
B6	Divers	
POINTS CGSP		
1.	Il semble que les délégués qui sont en CCB n'ont pas tous accès à la plateforme du CCB. La CGSP demande que le nécessaire soit fait pour la consultation de la plateforme pour les délégués du CCB.	Autorité : envoyez un mail pour les personnes qui n'ont pas accès à l'adresse mail secrétariat CCB.
2.	Fourniture de chaises reconditionnées à l'Inspection Economique et Sociale de Charleroi : si la CGSP est tout à fait pour la récupération du matériel plutôt que d'en acheter du neuf, il s'agit quand-même de fournir du matériel utilisable, en bon état de marche et correct. En l'état, certaines chaises sont cassées (accoudoirs décrochés, roulettes qui ne fonctionnent plus, habillage déchiré) ou en très mauvais état de propreté. La CGSP demande le remplacement du mobilier concerné.	OSR : il a fallu 7 mois pour avoir des chaises. De quel manière ce mobilier a-t-il été reconditionné ? Et quid du délai fort long pour du reconditionnement ? Le matériel de réemploi va être livré dans les mêmes délais que le mobilier neuf : n'est-il pas possible de l'avoir plus rapidement ? Dans le cas présent, une solution vient d'être apportée, mais comment expliquer ce qui s'est passé. L'Immobilier : reconditionner, ce n'est ni plus rapide ni moins cher. C'est une société externe qui a eu le marché : Retrial. Mais ils n'ont pas encore commencé. Donc à l'heure actuelle, c'est du réemploi (et pas du reconditionné). Le choix de reconditionner le mobilier est un choix écologique et non pas économique. CGSP : il existe des écoles techniques et professionnelles qui travaillent sur du mobilier, est-il possible de travailler avec eux ? Immobilier : Ça a été fait en essais. C'est compliqué pour répondre à toutes les normes. CGSP : regrette qu'il n'y ait pas de personnel en interne pour remettre une vis par exemple. De ce fait, des bureaux sont déclassés, car cela coûte plus cher de les faire réparer à l'extérieur que d'en acheter des nouveaux. Ne pourrait-on pas envisager d'avoir une équipe interne pour effectuer les petites réparations ? Immobilier : il y a eu des demandes en ce sens, elles n'ont pas abouti. Pour le moment, le personnel de la DGM est insuffisant pour effectuer des réparations.

POINTS AUTRES OSR		
SLFP	Date du prochain SYDYGRI	Autorité : début juillet
SLFP	GT Mission : problème des agents qui partent en mission à l'étranger : remboursement des frais. Il y a eu un mail disant que Murielle devait prendre le lead du groupe.	Autorité : Il y a un GT mission pour le SPW dans sa globalité. Dans le but de modifier l'arrêté du Gouvernement wallon. L'idée est d'harmoniser et de simplifier avec le principe de confiance. Avec un minimum de contrôle. CGSP : il y a un groupe de travail au niveau du comité supérieur de concertation qui avait été mis sur pied. Le dernier groupe de travail date d'il y a 8 ou 9 ans. CSC : pas de remboursement depuis octobre 2023 pour des frais d'hôtel car il y a des ping-pongs entre différents instances et des problèmes de budgets. Il y a aussi des soucis pour les frais de transport.